



Loi Travail la CFDT, cette alliée que le gouvernement ne peut pas perdre

Jacques Demarthon, AFP, le 13.03.2016

Jusqu'à ce bras de fer sur la loi travail, la CFDT a signé toutes les réformes du quinquennat de Hollande. Impossible pour l'exécutif de se passer de ce syndicat.

Dans le bras de fer qui oppose l'exécutif aux partenaires sociaux, à propos de la loi Travail, la CFDT, qui a signé toutes les réformes du quinquennat, occupe une position centrale.

Ce n'est pas un hasard si son ralliement à cette réforme controversée apparaît comme primordial pour l'exécutif.

Devant cette proximité, la centrale a pris soin de rejeter l'idée d'être "instrumentalisée" comme l'a rappelé Laurent Berger cette semaine :

"Il y a beaucoup de discours sur le rôle central de la CFDT, mais la CFDT ne se fera pas instrumentaliser par personne, ni le gouvernement, ni le patronat, ni certaines organisations syndicales qui sont dans la posture".

Si elle soutient cette réforme dans les grandes lignes, la CFDT dénonce néanmoins un projet "trop libéral" et se dit déterminée à "utiliser tous les moyens pour faire plier le gouvernement" si certains articles ne sont pas retirés ou réécrits. Laurent Berger a été très clair sur ce qui attend l'exécutif en cas d'échec :

"Si le gouvernement ne nous entend pas, (...) nous n'aurons pas d'états d'âme à nous mobiliser dans la rue".

"Nous sommes autonomes"

L'organisation a fait du retrait du plafonnement des indemnités prud'homales une "condition sine qua non" à son soutien. Le leitmotiv de la deuxième organisation syndicale (29,74%) juste derrière la CGT (30,62%) et devant FO (18,23%) est simple: discuter avec le gouvernement pour "être utile aux salariés".

Peu importe la couleur politique du gouvernement: "Nous ne sommes ni militants socialistes, ni proches d'aucun parti politique. Nous sommes autonomes", assure la numéro deux, Véronique Descacq.

Il n'empêche. Certains syndicats soulignent la relation "privilégiée" de la CFDT avec le gouvernement, s'étonnant de la récente nomination comme directrice de cabinet adjointe au ministère du Travail d'Anousheh Karvar, ancienne responsable de la centrale. "Le gouvernement ne peut pas dealer uniquement avec la CFDT!", s'énerve un haut dirigeant syndical sous le couvert de l'anonymat.

Le risque de prendre "tous les coups"

La position de la CFDT est malaisée. "Étant en position centrale dans les discussions, elle prend le risque d'être accusée de connivence, ce qui n'est pas le cas. Le risque aussi, c'est de penser que vous représentez le monde salarié, ce qui n'est pas le cas non plus", dit **Luc Bérille**, président de l'Unsa. Autre "risque", passer pour "un syndicat gouvernemental, s'isoler, et prendre tous les coups".

Pour les 50 ans de la centrale, en 2014, Manuel Valls, ancien adhérent de la CFDT, avait salué son "courage" réformiste, celui "de proposer", "de nouer des compromis". "Je lis parfois dans telle ou telle gazette que la CFDT serait inféodée au gouvernement actuel (...) Ce n'est pas vrai", avait-il dit.

Qui est réformiste ?

Sur la question du "qui est réformiste" dans le monde syndical, Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, "dénie à la CFDT le qualificatif de réformiste", plutôt du ressort de FO, selon lui.

De son côté, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, qui a présenté une série de propositions pour réformer le code du travail, rejetant en bloc l'avant-projet actuel, considère que "le syndicalisme est par essence réformiste".

Guy Groux, chercheur au Cevipof, confirme: "Tout le monde est réformiste et souhaite que la société s'améliore", mais avec des différences.

D'un côté il y a les "réformistes modérés" (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CFTC) qui "acceptent l'économie de marché, considèrent qu'elle est légitime et que l'entreprise a un rôle à jouer dans les régulations sociales".

De l'autre, il y a "une vision beaucoup plus conflictuelle des rapports sociaux: les syndicats considèrent que l'entreprise est encore prioritairement un lieu d'exploitation et de domination.

Là on retrouve la CGT, SUD ou FSU". □
